

FAVRE, Henri et Marie LAPOINTE (coordinateurs). *Le Mexique, de la réforme néolibérale à la contre-révolution. La présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994)*. Paris, L'Harmattan (coll. « Recherches et documents -Amériques latines »), 1997, 459 p.

Orlando Pena

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704011ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704011ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pena, O. (1999). Compte rendu de [FAVRE, Henri et Marie LAPOINTE (coordinateurs). *Le Mexique, de la réforme néolibérale à la contre-révolution. La présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994)*. Paris, L'Harmattan (coll. « Recherches et documents -Amériques latines »), 1997, 459 p.] *Études internationales*, 30(1), 173–176. <https://doi.org/10.7202/704011ar>

pagne, la presse fait le constat que Washington se tait à propos de l'enfer nguemiste ; les États-Unis n'ont aucun intérêt à déstabiliser la situation en Guinée Équatoriale et à expliquer pourquoi les entreprises pétrolières ont appuyé le dictateur. Les USA occupent, dès lors, la première place parmi les clients de la Guinée Équatoriale, et la quatrième parmi les fournisseurs.

Deux éléments de faiblesse ressortent dans ce livre. Le premier est d'avoir présenté l'Espagne comme victime de la voracité française, en oubliant de mentionner le fait que le paternalisme franquiste s'était ingénié à isoler ce pays devenu chasse gardée de l'Église catholique et des milieux d'affaires métropolitains. Le deuxième point faible est d'avoir omis de donner la parole aux Équato-guinéens eux-mêmes pour expliquer ce qu'ils vivent d'horrible sous la dictature familiale nguemiste. À ces deux remarques, il faut ajouter qu'il n'y a pas de nouvelles révélations, car les exactions de la dictature, les souffrances du peuple et la complicité des compagnies françaises et américaines en Afrique pour mettre en place des régimes à leurs services telles qu'elles sont décrites par l'auteur demeurent semblables à d'autres dictatures africaines. Mais au-delà de ces observations, le livre mérite une large diffusion, parce qu'il tente – en français –, d'orienter le public sur les agissements absolutistes des membres et complices de deux dictatures nguemistes.

Bandeja YAMBA

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

AMÉRIQUE LATINE

Le Mexique, de la réforme néolibérale à la contre-révolution. La présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994).

FAVRE, Henri et Marie LAPOINTE (coordonateurs). Paris, L'Harmattan (coll. « Recherches et documents – Amériques latines »), 1997, 459 p.

Dans un intéressant recueil de textes présentés alternativement en français et en espagnol, une quinzaine d'auteurs, principalement mexicains, canadiens et français, essaient de décortiquer les principaux éléments constitutifs du sextennat de M. Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique de 1988 à 1994.

Tous les auteurs et, notamment, les coordinateurs de l'ouvrage, abondent dans le sens d'une transformation profonde de l'identité politique, économique et sociale du Mexique, à un point tel qu'ils n'hésitent pas à qualifier ces changements d'une véritable contre-révolution conçue, d'ailleurs, « comme liquidation de l'héritage de la Révolution de 1910 ». Ce faisant, ils prennent toutefois soin d'avertir les lecteurs que le livre ne cherche ni la condamnation ni l'exaltation des faits ayant caractérisé cette période de l'histoire mexicaine, dont un premier bilan – partiel et provisoire – avait été réalisé lors d'un colloque tenu en novembre 1994 à l'Université Laval de Québec et qui a été à l'origine de la publication ici commentée.

De façon successive, les différents auteurs abordent les antécédents de la « contre-révolution saliniste » en remontant jusqu'à la crise des années 1930, le processus de privatisation de

l'économie tel que mené entre 1988 et 1994, le rôle des investissements étrangers dans ce que l'on appelle « le nouveau modèle de développement », les contenus et les conséquences du traité de libre-échange nord-américain (ALENA), les transformations de l'économie industrielle et agricole, certains programmes à connotation plus sociale (lutte contre la pauvreté et modernisation de l'éducation) et, finalement, des événements proprement politiques, tels le sort des partis politiques (dont le nouveau Parti de la Révolution Démocratique) et l'insurrection chiapanèque.

Dans ce cadre, une vision de l'intérieur peut s'avérer plus révélatrice de certains enjeux importants dans le processus que l'on veut analyser. C'est ainsi que le chapitre relatif aux privatisations effectuées pendant la période 1988-1994 met en lumière ce qui semble être une perception bien ancrée chez les Mexicains eux-mêmes voulant que, par un tel moyen, les finances publiques soient alors devenues une véritable « usine à millionnaires ». La crise financière de 1982 créa les conditions pour une forte et large intervention du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, avec leurs politiques de stabilisation et d'ajustement structurel. Il s'ensuivit un retrait substantiel de l'État de l'ensemble des secteurs productifs, avec fermeture et vente de plusieurs des entreprises sous son contrôle jusqu'alors, le tout ayant atteint son paroxysme sous le gouvernement de M. Salinas.

L'un des effets de ce processus a été l'augmentation du degré de monopolisation de l'économie mexicaine et un changement significatif dans le profil et le poids relatif des principaux

groupes privés. Un autre effet important a été celui de la rupture du pacte historique qui avait été à la base de l'État mexicain depuis les années 1930. Les privatisations furent accompagnées de modifications drastiques des conditions de travail, bouleversant ainsi les rapports étroits ayant traditionnellement existé entre les syndicats et le gouvernement. Cette crise dans le monde syndical en provoqua une autre, cette fois-ci dans le monde politique, dont les répercussions sont encore aujourd'hui fort évidentes.

La signature en 1993 du traité de libre-échange nord-américain (ALENA) vint ajouter une autre dimension à ce qui est actuellement considéré comme un tournant majeur dans l'histoire du Mexique moderne. Les auteurs qui, dans ce volume, se penchent sur cette question soulignent l'importance de la tendance, observée dans les années 1980, à rendre compatible la politique économique du Mexique avec les intérêts géoéconomiques des États-Unis auxquels vont venir s'ajouter ultérieurement ceux du Canada.

Il ne faut cependant pas oublier que le premier traité commercial signé par le Mexique et les États-Unis date de 1942 et qu'une entente similaire fut établie entre le Mexique et le Canada en 1946. Toutefois, l'arrangement trilatéral de 1993 a été d'un tout autre ordre et a engendré d'autres problématiques dont la révolte chiapanèque a été l'un des signes révélateurs. Au fait, dans cet épisode se conjuguent le mariage de l'économie mexicaine à celles des autres pays nord-américains et les effets des nouvelles politiques agricoles au Mexique. Comme il est souligné dans le dernier chapitre du livre, l'insurrection au

Chiapas est révélatrice, entre autres choses, de l'état de décomposition de la paysannerie traditionnelle et de son manque de place dans la structure moderne des classes, ainsi que des conséquences de l'insertion précoce des paysans chiapanèques dans un monde globalisé, dont l'ALENA est l'élément le plus proche et, en même temps, le plus perturbateur.

Tel que déjà mentionné, ce volume inclut également un chapitre sur le programme mexicain de lutte contre la pauvreté (1989-1994) dont le résultat semble être en contradiction totale avec ses objectifs de départ. Une étude récente montrerait, en effet, que « la corruption publique et privée » et la crise des systèmes de santé, de sécurité sociale et d'éducation ont maintenu, sinon aggravé, le niveau de pauvreté d'une grande partie de la population mexicaine, ces facteurs étant reliés, selon l'auteur de ce chapitre, aux « modalités corporatives et autoritaires de la structure étatique ». En complément de cette analyse, il est également question du programme de « modernisation éducative » du gouvernement saliniste. Malgré les efforts déployés à cet égard, un bilan sommaire des résultats dudit programme fait état, entre autres constatations, du maintien de la situation d'iniquité existante pour ce qui est de la répartition géographique et sociale des équipements éducatifs et culturels et, conséquemment, de la nécessité de poursuivre dans la voie tracée par un tel programme, ainsi que par les autres qui l'avaient précédé (en 1959-1964 et en 1970-1976).

Enfin, deux autres chapitres traitent des bouleversements dans la vie des partis politiques mexicains dès

avant l'arrivée au pouvoir de M. Salinas, mais avec une pointe très significative lors de l'appel lancé par M. Cuauhtémoc Cárdenas, peu de temps après l'élection présidentielle de 1988, pour former un nouveau parti politique, soit le Parti de la Révolution Démocratique, grâce auquel il s'est fait élire récemment – faut-il le rappeler – maire de la ville de Mexico. Les avatars de cette nouvelle formation, avant et après son arrivée sur la scène politique mexicaine, ainsi que ceux de toutes les autres formations politiques du pays, le Parti Révolutionnaire Institutionnel et le Parti d'Action Nationale en tête, illustrent assez bien – eux aussi – la magnitude et la diversité des changements survenus dans la vie du Mexique sous la présidence de M. Salinas.

S'agit-il d'un nouveau cycle historique ainsi inauguré, tel que les responsables de la publication de cet ouvrage le prétendent ? Est-ce plutôt la version mexicaine d'un phénomène plus large qui déteint actuellement sur une bonne partie de l'Amérique latine (« des Amériques latines » tel que proposé par l'éditeur L'Harmattan) ? Quoi qu'il en soit, il est évident que nous sommes ici en présence d'un tournant important dans l'histoire du sous-continent qui, tout en étant bien esquissée dans ce livre, mériterait une étude encore plus approfondie et élargie permettant surtout aux Latino-américains eux-mêmes de mieux comprendre ce qui est aujourd'hui leur sort et, surtout, ce qu'elle est en train de devenir sans qu'ils puissent trop y intervenir.

En terminant, il est bon d'ajouter quelques mots concernant le volume lui-même. Édité par L'Harmattan, il

répond aux mêmes critères et aux mêmes caractéristiques que d'autres publications de la même provenance, c'est-à-dire une bonne qualité générale d'édition, mais sans le raffinement que l'on peut trouver dans d'autres productions éditoriales. En tout cas, il faut saluer la très bonne couverture thématique de l'ensemble des ouvrages parus chez cet éditeur et, en particulier, celle de la collection « Recherches et documents – Amériques latines ».

Dans le cas précis de ce volume, il vaut peut-être la peine de relever une certaine lourdeur dans les annexes ajoutées à quelques articles et dont l'utilité n'est pas toujours évidente. Il y aurait eu intérêt à voir les coordinateurs de la publication agir d'une façon plus sélective à cet égard. Il reste quand même un ouvrage valable qui nous permet d'enrichir notre connaissance sur l'Amérique latine et sur le sort et les performances des acteurs individuels et collectifs de son histoire actuelle.

Orlando PEÑA

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

ASIE

Government Policies and Ethnic Relations in Asia and the Pacific.

BROWN, Michael E. and Sumit GANGULY,
(dir.). Cambridge, MIT Press,
1997, 622 p.

L'ouvrage de Brown et Ganguly cherche à mieux comprendre les problèmes ethniques en Asie et au Pacifique en étudiant les politiques gouvernementales traitant des relations et

des conflits interethniques. Les deux directeurs soutiennent que les politiques gouvernementales ont presque toujours un important impact sur l'évolution des relations ethniques, tel que démontré par les études empiriques présentées dans ce long volume. Que ce soit par négligence, par accident or par exprès, ces politiques peuvent soit promouvoir l'harmonie et la justice sociale, soit semer la zizanie.

L'argumentation de ce long volume est très claire. Premièrement, il commence par tracer l'évolution des politiques gouvernementales sur les questions ethniques dans seize pays de l'Asie et du Pacifique. Pour chaque pays, les différents auteurs identifient les principales politiques entreprises par leurs gouvernements respectifs, brossent un portrait historique de ces initiatives, et finissent par en analyser les effets. En second lieu, l'ouvrage regroupe les politiques selon leurs effets sur les biens communs suivants : la stabilité, la justice sociale, la paix civile, la justice politique, l'ordre social et la justice économique. C'est ainsi que les auteurs cherchent à identifier les politiques qui ont été les plus efficaces. Ayant ainsi jeté les fondements empiriques de l'étude, les rédacteurs tentent de tirer des leçons et des conclusions plus générales sur les réponses gouvernementales aux problèmes ethniques et d'émettre des recommandations à suivre.

Government Policies... est articulé en quatre parties de plusieurs chapitres chacune. Les trois premières contiennent les seize études empiriques qui donnent au livre la plus grande partie de sa valeur. Ces études sont réparties géographiquement. La pre-